

CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

© Propriété Naval Group SA « 2018 » - Tous droits réservés.

Ce document/logiciel dans son contenu et dans sa forme est la propriété de Naval Group et/ou de tiers. Toute utilisation, reproduction, modification, traduction, communication ou représentation intégrale ou partielle du présent document/logiciel qui n'a pas été préalablement autorisée par écrit par Naval Group est formellement interdite. Une telle utilisation, reproduction, modification, traduction, communication ou représentation intégrale ou partielle non autorisée, par quelque moyen que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par la loi au plan pénal et civil et d'une manière générale, une atteinte aux droits de Naval Group.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉAMBULE.....	3
1. Principes généraux	4
1.1 Gouvernance.....	4
1.2. Prévention des conflits d'intérêt.....	4
1.3. Respect de la concurrence	5
1.4 Lutte contre les contrefaçons	5
1.5. Protection de l'information.....	5
2. Principes en matière d'éthique et de RSE	6
2.1. Droits humains et domaine social.....	6
2.2. Prévention de la corruption	8
2.3. Protection de l'environnement	9
3. Mise en œuvre du code de conduite des fournisseurs.....	10
3.1 Valeur contractuelle et périmètre	10
3.2 Engagement des fournisseurs	10
3.3 Mesure de la performance RSE - Conséquences en cas de non-respect du code de conduite des fournisseurs	11
3.4 Audits	12
4. Diffusion de la politique éthique et RSE de Naval Group.....	12
4.1. Promotion des valeurs éthiques et RSE.....	12
4.2. Droit d'alerte	13

PRÉAMBULE

Naval Group est un leader mondial du naval de défense et un innovateur dans les énergies renouvelables. Entreprise de haute technologie, Naval Group répond aux besoins de ses clients grâce à ses savoir-faire exceptionnels, à ses moyens industriels uniques et à son positionnement pionnier en matière **d'éthique des affaires**.

Véritable outil de compétitivité, ce positionnement comprend l'élaboration et l'intégration dans la stratégie de développement de Naval Group, d'une **politique éthique et responsabilité sociale d'entreprise (RSE)** qui reflète et promeut ses valeurs dans les domaines des libertés fondamentales, des droits humains, de l'environnement, de la santé et de la sécurité au travail. Il comprend en outre la mise en place **d'un dispositif de compliance** dans l'ensemble du groupe destiné à renforcer l'engagement de la société en matière de **lutte contre la corruption** et le trafic d'influence.

Cette politique et ce dispositif s'inscrivent dans le respect de la norme **ISO 26 000**, des dix principes du Pacte mondial des Nations unies, dont le groupe est membre depuis 2014 au niveau *advanced*, et dans le respect des lignes directrices issues de la convention des Nations unies contre la corruption. Ils trouvent également leurs sources dans le respect du droit français, notamment la loi Sapin II et la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et donneuses d'ordre.

Naval Group a inscrit les principes clés de son engagement en matière d'éthique et de RSE dans un référentiel interne structuré autour d'un **code d'éthique et d'un code de conduite compliance** mis à la disposition de l'ensemble des collaborateurs et des parties prenantes. Naval Group conduit **un plan de vigilance** basé sur une cartographie des risques et comportant les mesures de vigilance raisonnables destinées à prévenir les atteintes graves envers l'éthique et la RSE, résultant des activités du groupe et de celles de ses sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs (collectivement ou individuellement désignés ci-après « fournisseur(s) »).

Le présent **code de conduite des fournisseurs** définit les normes minimales que Naval Group demande à ses fournisseurs d'adopter et de faire respecter dans le cadre de leurs activités commerciales. La participation pleine et entière des fournisseurs à ce plan doit permettre de garantir à Naval Group et à ses clients la

livraison de produits et/ou services conformes aux engagements contractuels et à ces normes notamment en matière de RSE.

1. Principes généraux

Les fournisseurs s'engagent à conduire les activités menées au bénéfice de Naval Group et de ses clients conformément au présent code et dans le strict respect des lois et autres règles de droit applicables dans les pays où ils opèrent. Comme Naval Group, les fournisseurs sont par ailleurs tenus de respecter les **normes et référentiels du droit international** et notamment ceux émanant de l'Organisation des nations unies (ONU) (dont la convention des Nations unies contre la corruption), de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Les fournisseurs développent et mettent en œuvre une démarche RSE fondée sur les principes directeurs de Naval Group énoncés ci-après.

1.1 Gouvernance

Les fournisseurs adhèrent au principe d'une gouvernance fondée sur la **transparence vis-à-vis de leurs parties prenantes** et sur la prévention des risques, en cohérence avec le secteur d'activité qui leur est propre ; à ce titre, ils communiquent clairement vis-à-vis de leurs parties prenantes, en leur fournissant des informations sincères sur leurs objectifs stratégiques, leur situation financière et leurs systèmes de management social et environnemental.

Les fournisseurs s'engagent notamment à tenir une comptabilité exhaustive et fiable et s'interdisent de procéder à des transactions « hors livres » ou d'encaisser ou décaisser des espèces qui ne soient reportés dans un livre de caisse *ad hoc*.

1.2. Prévention des conflits d'intérêt

Les fournisseurs préviennent et évitent toute situation créant des conflits d'intérêt. Ces situations apparaissent notamment lorsque les intérêts privés d'un employé ou d'un représentant du fournisseur (ou d'un proche de cet employé ou représentant) interfèrent avec les intérêts de Naval Group.

Les fournisseurs sont tenus d'informer toutes les parties affectées en cas de conflit d'intérêts réel ou potentiel. Ceci inclut tout conflit entre les intérêts de Naval Group et des intérêts personnels ou ceux de proches, amis ou associés.

1.3. Respect de la concurrence

Dans les pays où ils opèrent, les fournisseurs se conduisent en respectant les lois et textes conventionnels en vigueur concernant la libre et juste concurrence, en particulier :

- les fournisseurs ne sont pas autorisés à s'entendre sur les prix ou à manipuler les offres avec leurs concurrents ;
- ils ne sont pas autorisés à échanger avec leurs concurrents des informations actuelles, récentes ou futures sur les prix ;
- plus généralement, ils doivent s'abstenir de participer à toute entente.

1.4 Lutte contre les contrefaçons

Les fournisseurs doivent établir et mettre en place un processus pour éviter et détecter les contrefaçons, atténuer ses effets et éliminer les matériels contrefaits.

Ils contribuent le cas échéant au processus de lutte contre les contrefaçons mis en place par Naval Group.

1.5. Protection de l'information

Les fournisseurs doivent impérativement assurer le traitement adéquat des informations sensibles, y compris les **informations confidentielles, les données personnelles et les données couvertes par le droit de propriété intellectuelle.** Les informations ne peuvent être divulguées à une tierce partie ou utilisées à des fins (publicité, etc.) autres que les fins commerciales pour lesquelles elles ont été fournies, sauf autorisation expresse du propriétaire de l'information ou stipulation contractuelle les y autorisant expressément.

2. Principes en matière d'éthique et de RSE

2.1. Droits humains et domaine social

Les fournisseurs doivent satisfaire aux standards légaux locaux qui leurs sont respectivement applicables dans le domaine de l'emploi et des relations professionnelles et s'engagent en outre à respecter les standards internationaux dans ledit domaine, en particulier :

- les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ;
- les principes posés par la déclaration universelle des droits humains, la déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la déclaration des droits de l'enfant de l'ONU,
- les principes posés par les huit conventions fondamentales de l'OIT, à savoir :
 - les conventions n° 87 relative à la liberté syndicale et protection du droit syndical et n°98 relative au droit d'organisation et de négociation collective,
 - les conventions n°29 et n°105 interdisant l'utilisation du travail forcé,
 - les conventions n°100 relative à l'égalité de rémunération et n°111 relative à la discrimination en matière d'emploi et de profession,
 - les conventions n° 138 et n°182 concernant le travail des enfants et l'âge minimal du travail.

En particulier, les fournisseurs :

- s'interdisent d'employer des enfants ;
- s'interdisent d'employer quiconque de manière illégale, notamment un étranger démuné des titres et autorisations requis par le droit local (et, pour un citoyen de l'Union européenne, par le droit communautaire) ;
- devront au minimum verser un **salaire régulier** et payer les heures supplémentaires au taux légal imposé par le pays d'origine de fabrication

et faire bénéficier les travailleurs des avantages légaux en vigueur. Dans le cas où, dans le pays d'origine, il n'existerait pas de minimum légal en terme de salaire et d'heures supplémentaires, le fournisseur fera **en sorte que le salaire soit au moins égal à la moyenne minimum du secteur industriel concerné** et que les heures supplémentaires soient au moins égales au taux usuel de la rémunération horaire. Aucune retenue de salaire ne devra être effectuée pour des raisons disciplinaires ;

- se conforment aux limites imposées par les lois du pays de fabrication en matière d'heures de travail et d'heures supplémentaires. Nos fournisseurs **ne devront pas imposer des heures supplémentaires excessives**. Le nombre total d'heures de travail par semaine ne devra pas excéder 60 heures, y compris toutes les heures supplémentaires, et au moins un jour de repos par période de sept jours ou, dans les deux cas, le maximum fixé par les lois en vigueur dans le pays ;
- dans le cadre de la réglementation applicable, respectent et reconnaissent le droit à chaque employé à négocier collectivement, à créer ou à participer à une **organisation syndicale** de leur choix sans pénalité ;
- s'assurent de l'équité de traitement entre leurs employés, en bannissant toute discrimination pour des motifs d'origine, de couleur, de mœurs, de sexe, d'âge, d'opinions politiques ou religieuses, d'appartenance syndicale ou de handicap ; la prise en compte de la nationalité des personnes doit être limitée aux exceptions prévues par les législations nationales applicables en particulier celles relatives à la protection des intérêts nationaux ;
- s'engagent à promouvoir l'égalité et la diversité de tous les salariés ;
- s'emploient à fournir un cadre de travail qui favorise **l'emploi des personnes en situation de handicap et en difficulté de santé** (en fonction de la législation locale applicable) ;
- protègent la **santé et la sécurité** de leurs employés sur les lieux de travail, en prenant toutes mesures raisonnables permettant d'assurer l'intégrité physique des employés, de prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles, notamment en :

- assurant la promotion d'un système de management de la santé et de la sécurité au travail permettant d'évaluer et de prévenir les risques liés à leurs activités et de sensibiliser,
 - formant leurs collaborateurs et leurs propres fournisseurs à ces risques,
 - fournissant les équipements de protection individuelle adaptés ;
- s'engagent à se conformer aux bonnes pratiques locales et à promouvoir une démarche de progrès en matière de couverture sociale et de dialogue/concertation ;
 - bannissent tout comportement ou tout agissement inhumain à l'égard de leurs employés tels que la violence verbale ou physique, les menaces, les sanctions corporelles, le harcèlement moral ou sexuel.

2.2. Prévention de la corruption

La pratique d'un commerce loyal et respectueux des législations et des pratiques en vigueur, incluant la **prévention des actes de corruption**, est un impératif permanent de Naval Group. Dès lors, Naval Group attend de ses fournisseurs qu'ils respectent de façon rigoureuse les obligations édictées par les textes nationaux et internationaux applicables en matière de **répression des actes de corruption et de blanchiment d'argent** et qu'ils s'engagent notamment à déployer les ressources et moyens nécessaires à la prévention de toute forme de corruption ou trafic d'influence.

Quand ils traitent avec des entités publiques ou privées (y compris les employés et représentants de ces dernières), les fournisseurs s'engagent **à ne pas offrir, promettre, donner ou solliciter, directement ou indirectement, des avantages de quelque nature que ce soit** ou des versements d'argent dans l'objectif de gagner un contrat ou d'en tirer un quelconque profit ou avantage indu.

L'échange de gestes commerciaux ne doit pas servir à obtenir un avantage concurrentiel déloyal. Les fournisseurs sont tenus de s'assurer, dans toutes leurs relations commerciales, **que les cadeaux ou gestes commerciaux offerts ou reçus sont autorisés par la loi et les réglementations**, que ces échanges n'enfreignent pas les règles et principes de l'organisation bénéficiaire et qu'ils correspondent aux pratiques et usages admis sur le marché.

Les fournisseurs sont tenus d'exercer une diligence raisonnable afin de prévenir et de détecter la corruption dans tous les accords commerciaux.

2.3. Protection de l'environnement

Les fournisseurs prennent **des mesures appropriées et tangibles** pour évaluer, éviter, limiter et atténuer les risques et impacts négatifs sur l'environnement liés à leurs activités, en particulier ils :

- s'assurent que leurs opérations sont menées dans le strict respect de la législation et de la réglementation environnementale en vigueur dans les pays où ils opèrent ; à ce titre, ils doivent obtenir et tenir à jour tous les permis environnementaux nécessaires à l'exercice de leurs activités ;
- **réduisent dans la mesure du possible la consommation d'énergie et de ressources naturelles**, en produisant le moins de déchets possible, en contrôlant leurs émissions d'effluents et de toutes autres formes de pollution ;
- préviennent et atténuent les risques que leur activité peut avoir pour la santé publique (matériaux dangereux, radiations, etc.) ;
- s'assurent que les produits et/ou services qu'ils fournissent ne contiennent aucune substance ou préparation dangereuse pour les êtres humains et/ou l'environnement interdite par la législation et/ou la réglementation applicable dans les pays où ils opèrent et où Naval Group utilise ces produits et/ou services ;
- assurent la promotion d'un système de management environnemental permettant, notamment d'évaluer et prévenir les risques liés à leurs activités et de sensibiliser leurs collaborateurs et leurs propres fournisseurs ;

3. Mise en œuvre du code de conduite des fournisseurs

3.1 Valeur contractuelle et périmètre

L'adhésion du fournisseur au présent code de conduite des fournisseurs est une condition indispensable pour figurer au panel fournisseur de Naval Group ou pour conclure un contrat d'achat avec Naval Group SA ou l'une de ses sociétés contrôlées (dont le capital social et/ou les droits de vote sont détenus à plus de 50 % directement ou indirectement par Naval Group SA).

En signant ou en acceptant une commande régie par les **conditions générales d'achats de Naval Group** ou un contrat d'achat avec Naval Group qui fait référence au présent code de conduite des fournisseurs, le représentant légal du fournisseur s'engage à ce que toutes ses activités et travaux réalisées au titre de la commande ou du contrat d'achat au profit de Naval Group respectent strictement les dispositions contenues dans le présent code.

Le code de conduite des fournisseurs fait alors partie intégrante des documents contractuels applicables à la commande ou au contrat d'achat.

Les normes établies dans ce code s'ajoutent aux stipulations des commandes et contrats d'achats entre un fournisseur et Naval Group et ne s'y substituent pas.

3.2 Engagement des fournisseurs

Les fournisseurs se doivent de satisfaire *a minima* aux lois et autres règles de droit applicables dans leurs pays respectifs. Si les principes établis par le code de conduite sont plus exigeants que les règles de droit applicables dans le pays d'un fournisseur, ces principes prévalent, sous réserve toutefois qu'ils soient compatibles avec les dispositions légales d'ordre public applicables dans ledit pays.

3.3 Mesure de la performance RSE - Conséquences en cas de non-respect du code de conduite des fournisseurs

Naval Group attend de ses fournisseurs **qu'ils soient transparents** quant à leur conformité à ce code. Dans le cadre de son processus d'évaluation et de sélection de fournisseurs, Naval Group mesure la performance globale de ces derniers en matière de RSE et effectue des *due diligences* liées à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Les fournisseurs sont tenus de répondre à tout questionnaire RSE ou anti-corruption adressé par Naval Group ou par un mandataire de Naval Group à ce titre, pendant toute la durée des relations commerciales entre Naval Group et le fournisseur concerné¹.

Par ailleurs, les fournisseurs s'engagent à porter spontanément à la connaissance de Naval Group tout événement remettant en cause l'exactitude des informations qu'ils ont communiquées à l'occasion du processus d'évaluation et de sélection et/ou des éventuels audits menés par Naval Group.

Dans le cas où il apparaîtrait qu'un fournisseur n'est pas en mesure de respecter totalement certaines obligations du présent code, ce fournisseur et Naval Group pourront convenir, en fonction des difficultés constatées, de mettre en place un plan de progrès qui sera conduit par le fournisseur dans des délais concertés, dans l'objectif du maintien d'une relation performante et durable entre ce fournisseur et Naval Group.

En outre, en cas de manquement grave ne permettant pas de convenir d'un plan de progrès, la capacité du fournisseur à figurer au panel fournisseur de Naval Group pourra être remise en cause par ce dernier.

Naval Group se réserve alors le droit de résilier les accords, les commandes et contrats d'achats signés avec ce fournisseur, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être réclamés par Naval Group.

¹ Le traitement des données collectées à cette occasion se fera dans le respect de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), elles pourront donner lieu à l'exercice des droits d'opposition, d'accès et de rectification via l'adresse suivante privacy@naval-group.com.

3.4 Audits

Naval Group se réserve le droit d'auditer ses fournisseurs afin de s'assurer qu'ils respectent et mettent en œuvre les principes du code de conduite des fournisseurs.

Les fournisseurs s'engagent à coopérer en vue de la réalisation des audits, lesquels seront menés selon des conditions à convenir, soit par Naval Group, soit par des auditeurs externes mandatés par Naval Group. Cependant, si le fournisseur fait déjà régulièrement appel à un organisme d'audit indépendant et de bonne réputation internationale dans le domaine de la RSE, Naval Group pourra prendre en compte le résultat des audits ainsi réalisés sous réserve que les rapports d'audit correspondants soient accessibles pour consultation par Naval Group et que ledit organisme soit agréé par Naval Group.

Les fournisseurs devront maintenir un archivage suffisant pour prouver le respect de ce code et mettront à disposition des représentants de Naval Group des archives complètes, authentiques et précises.

4. Diffusion de la politique éthique et RSE de Naval Group

4.1. Promotion des valeurs éthiques et RSE

Naval Group attend de ses fournisseurs qu'ils mettent cet engagement en œuvre dans la durée et qu'ils s'efforcent de promouvoir au sein de leurs sphères d'influence respectives des comportements qui soient conformes au présent code.

En particulier, la diffusion de ces principes auprès de leurs personnels, leur formation et l'application d'une diligence raisonnable incombent au fournisseur : Naval Group attend de ses fournisseurs qu'ils mettent en place des programmes efficaces encourageant leurs employés et ceux de leurs filiales à faire des choix fondés sur l'éthique et les valeurs dans leurs relations commerciales – au-delà de la conformité aux lois, réglementations et obligations contractuelles. Les fournisseurs sont ainsi invités à **élaborer leur propre code de conduite *compliance* ainsi que leur propre code d'éthique et RSE** et à transmettre leurs

principes à leurs filiales et aux sociétés qui leur fournissent des biens ou des services.

Les fournisseurs de Naval Group s'engagent également à faire leurs meilleurs efforts pour promouvoir et décliner les principes de ce code auprès de leurs propres fournisseurs, et pour les convaincre de mettre en œuvre ces principes.

4.2. Droit d'alerte

Naval Group met à la disposition de ses fournisseurs une **ligne d'alerte sécurisée** leur permettant de faire remonter à un organe interne et indépendant, toute question ou tout signalement relatif à l'éthique des affaires et à la *compliance* et constaté dans le cadre de la relation d'affaires avec Naval Group :

ethics@naval-group.com

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet du groupe.

En cas de non-conformité constatée avec l'un des principes précités, les fournisseurs sont tenus d'en informer Naval Group. Ils peuvent s'adresser pour ce faire à la personne avec laquelle ils sont en contact chez Naval Group ou utiliser la ligne d'alerte.

Les fournisseurs sont aussi tenus de fournir à leurs employés les moyens de soulever des questions ou problèmes éthiques, juridiques ou de *compliance* sans crainte de représailles. Ils sont également tenus de prendre les mesures nécessaires afin de prévenir, détecter et corriger toutes mesures de rétorsion.

NON SENSITIVE

SUPPLIER CODE OF CONDUCT

© Property of Naval Group SA "2018" – All rights reserved.

Both the content and form of this document/software are the property of Naval Group and/or third parties. It is formally prohibited to use, copy, modify, translate, disclose or represent all or part of this document/software without the prior written consent of Naval Group. Any such unauthorised use, copying, modification, translation, disclosure or representation by any means whatsoever shall constitute an infringement punishable by criminal or civil law and more generally, a breach of Naval Group's rights.

TABLE OF CONTENTS

TABLE OF CONTENTS 15

PREAMBLE 16

1. General principles..... 17

 1.1 Governance 17

 1.2. Preventing conflicts of interest..... 17

 1.3. Respect for competitors..... 18

 1.4 Fight against counterfeiting 18

 1.5. Information protection..... 18

2. Principles in terms of ethics and CSR..... 19

 2.1. Human rights and the social domain 19

 2.2. Preventing corruption 21

 2.3. Environmental protection..... 21

3. Implementation of the supplier code of conduct22

 3.1 Contractual value and scope 22

 3.2 Commitment from suppliers 23

 3.3 Measurement of CSR performance - Consequences of failure to comply with the supplier code of conduct 23

 3.4 Audits 24

4. Distribution of Naval Group's ethics and CSR policy25

 4.1. Promoting ethical and CSR values 25

 4.2. Right to notify 25

PREAMBLE

Naval Group is a world leader in naval defense and an innovator in the renewable energy sector. A high-technology company, Naval Group uses its exceptional know-how, unique industrial resources and **pioneer positioning in terms of business ethics** to meet its customers' requirements.

Naval Group has incorporated **an ethics and corporate social responsibility (CSR) policy** into its development strategy which reflects and promotes its values in the domains of fundamental freedoms, human rights, the environment, health and safety at work. The fight against corruption and influence peddling is also integrated into its values and is subject to a specific compliance program deployed within the group.

This policy and this system are part of an international movement, in compliance **with the standard ISO 26 000** and the **ten principles of the United Nations Global Compact**, of which the group has been a member since 2014 at an advanced level and in compliance with the guidelines of the United Nations Convention against Corruption. They also find their sources in compliance with French law, notably the **Sapin II law** and the law related to the corporate **duty of vigilance** for parent and instructing companies.

Naval Group has recorded the main principles of its commitment in terms of ethics and CSR in an internal baseline structured around a **code of ethics** and a **compliance code of conduct** which is available to all staff members and stakeholders. Furthermore, Naval Group has defined a vigilance plan based on risk mapping and including reasonable vigilance measures intended to prevent serious breaches of ethics and the CSR, resulting from the activities of the group and those of its subcontractors, service providers or suppliers (individually or collectively hereinafter called "supplier(s)").

In this perspective, **this supplier code of conduct** defines the minimum standards that Naval Group requires its suppliers to adopt and to comply with within the framework of their commercial activities. The full participation of suppliers in this plan must mean that Naval Group and its customers can be guaranteed that the delivery of products and/or services comply with contractual commitments and these standards, notably in terms of CSR.

1. General principles

Suppliers are committed to conducting the activities carried out for the benefit of Naval Group and its customers in compliance with this code and in strict compliance with the laws and other legal rules applicable in the countries where they operate. Like Naval Group, the suppliers are furthermore required to comply with the **standards and references of international law** and notably those issued by the United Nations (UN) (i.e. the United Nations Convention against Corruption), the International Labor Organization (ILO) and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD).

The suppliers shall develop and implement their own CSRs based on Naval Group's guidelines given below.

1.1 Governance

Suppliers support the principle of governance based on **transparency with respect to their stakeholders** and on risk prevention, and in line with their own areas of business; as such, they shall communicate clearly with their stakeholders, providing them with truthful information on their strategic objectives, financial positions and their social and environmental management systems.

Suppliers shall keep exhaustive and reliable accounts and are not permitted to engage in "off the books" transactions or those involving the payment or receipt of cash unless they are recorded in a dedicated cash book.

1.2. Preventing conflicts of interest

Suppliers shall prevent and avoid any situation that might create a conflict of interest. Such situations may occur when the private interests of an employee or a representative of the supplier (or a close relative of this employee or representative) interfere with the interests of Naval Group.

Suppliers are required to inform all the parties affected in the event of a real or potential conflict of interest. This includes any conflict between Naval Group's interests and the interests of personnel or those of close relatives, friends or associates.

1.3. Respect for competitors

Suppliers, in the countries where they operate, shall conduct their activities in compliance with the conventional laws and texts concerning free and fair competition, notably:

- suppliers are not authorized to agree upon prices or to manipulate the bids with their competitors;
- they are not authorized to exchange current, recent or future information about prices with their competitors;
- more generally, they must abstain from participating in any agreement.

1.4 Fight against counterfeiting

Suppliers must establish and implement a process to avoid and detect counterfeiting, mitigate its effects and eliminate counterfeit materials.

They contribute, where applicable, to the process implemented by Naval Group to fight against counterfeiting.

1.5. Information protection

Suppliers must ensure the adequate treatment of sensitive information, including **confidential information, personal data and data covered by intellectual property rights**. The information cannot be disclosed to a third party or used for any other reasons (advertising, etc.) other than commercial (for which it has been supplied), unless special permission has been granted by the information's owner or it is expressly allowed by contractual stipulation.

2. Principles in terms of ethics and CSR

2.1. Human rights and the social domain

Suppliers must meet legal local standards which apply to them respectively in the domain of employment and professional relationships and furthermore, agree to comply with international standards in the aforementioned domain, in particular:

- the OECD guidelines for multinational companies;
- the principles defined by the United Nations Universal Declaration of Human Rights, the Declaration on the Elimination of Discrimination against Women and the Declaration on the Rights of the Child;
- the principles established by the eight basic ILO conventions, i.e.:
 - Convention No. 87 on freedom of association and the right to organize and No. 98 on the right to organize and collective bargaining,
 - Conventions No. 29 and No. 105 prohibiting the use of forced labor,
 - Conventions No. 100 on equal remuneration and No. 111 on discrimination: employment and training,
 - Conventions No. 138 and No. 182 on child labor and the minimum age for admission to employment.

In particular, suppliers:

- are prohibited from employing children;
- are prohibited from employing anyone unlawfully, particularly a foreigner who does not have the documents and permits required under local law (and, for a European Union citizen, Community law);
- as a minimum, must pay **regular wages** and pay overtime at the legal rate imposed by the country of original manufacture and provide their workers with the benefits the law currently requires. If there is no minimum legal rate in terms of wages and overtime, the supplier **ensures that the salary is at least equal to the mean minimum of the industrial sector concerned**

and that the overtime is at least equal to the usual hourly remuneration. Wages shall not be deducted for disciplinary reasons;

- comply with the limits imposed by the laws of the manufacturing country in terms of working hours and overtime. Our suppliers **must not impose excessive overtime on employees**. The total number of working hours per week must not exceed 60 hours, including all overtime, and at least one day off for every seven-day period shall be provided and, in both cases, the maximum fixed by the applicable laws in the country;
- based on applicable legal requirements, comply with and recognize the right of each employee to collectively bargain, to form or participate in a **trade union** of their choice without any penalty;
- shall treat all their employees fairly, and will not discriminate on the grounds of origin, color, lifestyle, sex, age, political or religious views, trade union membership or disability; issues on the basis of a person's nationality shall be restricted to exceptions specified by applicable national legislation, in particular those relating to the protection of national interests;
- are committed to equal opportunity and diversity of all employees;
- provide a framework which favors **the employment of people with disabilities and health problems** (according to the applicable local legislation);
- protect the **health and safety** of their employees in the workplaces, by taking all reasonable measures to ensure the physical integrity of employees, to prevent work accidents and occupational diseases, especially about:
 - promoting the deployment of an health and safety management system that helps assessing and preventing the risks generated by their activities,
 - training their employees and their own suppliers about these risks,
 - providing appropriate personal protective equipment;

- are committed to complying with good local practices and to support progress in terms of social security and dialogue/consultation;
- shall prohibit all unacceptable behavior and actions against their employees, such as verbal or physical violence, threats, corporal punishment, moral or sexual harassment.

2.2. Preventing corruption

Honest trading in compliance with current laws and practices, including the **prevention of corruption** is a permanent requirement of Naval Group. Consequently, Naval Group expects its suppliers to comply in full with the obligations stipulated by national and international texts which are applicable in terms of **preventing corruption and money laundering** and to apply all necessary resources to prevent corruption and influence peddling.

When dealing with public and private bodies (including their employees and representatives), suppliers shall not **offer, promise, give or solicit either directly or indirectly any benefit of any sort** or payment of money to obtain a contract or obtain any improper profit or advantage.

The exchange of commercial gestures must not be made to obtain an unfair competitive advantage. Suppliers must ensure that in all their commercial relationships, **gifts or commercial gestures which are offered or received are authorized by the law and the regulations**, that these exchanges do not infringe upon the rules and principles of the recipient organization and that they correspond to acceptable business practices and customs.

Suppliers are required to exercise due diligence so that corruption can be prevented and detected in all commercial agreements.

2.3. Environmental protection

Suppliers shall take **appropriate, tangible steps** to assess, avoid, limit and attenuate the environmental risks and negative impacts of their activities and in particular shall:

- ensure their operations are conducted in strict compliance with current environmental laws and regulations in the countries where they operate;

as such, they must obtain and keep up to date all the environmental permits required to carry out their activities;

- **reduce their consumption of energy and natural resources as much as possible**, by producing as little waste as possible, by controlling their production of effluent and all other forms of pollution;
- prevent and mitigate the risks their activity may have on public health (dangerous materials, radiation, etc.);
- ensure that the products and/or services they deliver contain no substances or preparations that are harmful to humans and/or the environment and that are banned by applicable laws and/or regulations in the countries where they operate and where Naval Group uses these products and/or services;
- ensure the promotion of an environmental management system that will enable them to assess and prevent the risks associated with their activities and will raise the awareness of their staff members and their own suppliers.

3. Implementation of the supplier code of conduct

3.1 Contractual value and scope

Supplier support for this supplier code of conduct is an essential condition for the inclusion in Naval Group's supplier panel or to conclude a purchasing contract with Naval Group SA or one of the companies it controls (of which more than 50% of the share capital and/or voting rights are held directly or indirectly by Naval Group SA).

By signing or accepting an order governed by **Naval Group's general purchasing conditions** or a purchasing contract with Naval Group which refers to this supplier code of conduct, the supplier's legal representative agrees that all its activities and work performed with respect to the order or purchasing contract

for the benefit of Naval Group strictly complies with the provisions contained in this code.

The supplier code of conduct forms an integral part of the contractual documents which apply to the order or purchasing contract.

The standards established in this code are an addition to the stipulations in the orders and purchase contracts between a supplier and Naval Group and do not supersede them.

3.2 Commitment from suppliers

Suppliers shall comply at least with the laws and other legal rules applying in their own countries. Where the principles enshrined in the Code of Conduct are more rigorous than the legal rules applying in a supplier's own country, the principles shall prevail, subject however to their compatibility with the mandatory legal provisions applying in that country.

3.3 Measurement of CSR performance - Consequences of failure to comply with the supplier code of conduct

Naval Group requires its suppliers **to be transparent** with respect to their compliance with this code. As part of its supplier assessment and selection process, Naval Group measures the overall CSR performance and carries out the due diligence associated with the fight against corruption and influence peddling. Suppliers are required to reply to any CSR or anti-corruption questionnaire sent to them by Naval Group or a representative of Naval Group in this respect, throughout the duration of the commercial relationship between Naval Group and the supplier concerned².

Furthermore, suppliers shall spontaneously report to Naval Group any event that might compromise the accuracy of the information which they provided during

²The treatment of data collected on this occasion shall be performed in compliance with the law relating to personal data. In accordance with French Act n°78-17 of 6 January 1978 on Information Technology, Data Files and Civil Liberties and the European Parliament on General Data Protection Regulation 4.5.2016 L 119/1, any natural persons can request access and modification of the data relative to them or object to their processing by email at the following address privacy@naval-group.com.

the assessment and selection processes and/or any audits conducted by Naval Group.

Should it be discovered that a supplier is unable to comply in full with certain obligations under this code, the supplier and Naval Group may agree, depending on the difficulties involved, to set up a progress plan that will be run by the supplier over an agreed period with the aim of maintaining a successful and long-term relationship between that supplier and Naval Group.

Furthermore, in the event of a serious failure which prevents the progress plan from being carried out, the capacity of the supplier to be included in Naval Group's supplier panel may be called into question.

Naval Group reserves the right to terminate the agreements, orders and purchase contracts signed with this supplier, without prejudice to any damages that may be claimed by Naval Group.

3.4 Audits

Naval Group reserves the right to audit its suppliers to ensure they are complying with and implementing the Code of Conduct's principles.

Suppliers shall co-operate with audits which will be organized in a manner that shall be agreed, either by Naval Group or by external auditors mandated by Naval Group. However, if the supplier already regularly uses an independent auditing body with a respected international reputation in the CSR field, Naval Group may take into consideration the results of the audits carried out, subject to the corresponding audit reports being available for consultation by Naval Group and that the said body has received Naval Group approval.

Suppliers must maintain an archive which is sufficient to prove compliance with this code and so that complete, authentic and accurate archives are available to Naval Group's representatives.

4. Distribution of Naval Group's ethics and CSR policy

4.1. Promoting ethical and CSR values

Naval Group requires its suppliers to honor this commitment in the long term and to use their best efforts within their own spheres of influence to promote behavior that is in line with this code.

In particular, the distribution of these principles to their personnel, their training and the application of due diligence for which the supplier is responsible: Naval Group requires its suppliers to implement efficient programs encouraging their employees and those of their subsidiaries to make choices based on ethics and values in their commercial relationships - going beyond compliance with laws, regulations and contractual obligations. Suppliers are thus invited to draft their own **compliance code of conduct as well as their own ethics and CSR code** and to convey their principles to their subsidiaries and to companies which supply them with goods or services.

Naval Group's suppliers also undertake to use their best efforts to promote and apply the principles of this code to their own suppliers and to persuade them to implement these principles.

4.2. Right to notify

Naval Group shall make a **secured notification line** available to its suppliers so that they can pass on to an internal and independent body any question or any report relating to business ethics and compliance found within the framework of the business relationship with Naval Group:

ethics@naval-group.com

Additional information is available on the group's internet site.

If any non-conformity is found with respect to one of the previously mentioned principles, suppliers are required to inform Naval Group. They can do this by addressing their contact person at Naval Group or use the notification line.

Suppliers are also required to supply their employees with the means to raise questions or ethical, legal or compliance problems without fear of reprisals. They are also required to take the necessary measures to prevent, detect and correct any retaliatory measures.

CÓDIGO DE CONDUCTA DOS FORNECEDORES

© Propriedade do Naval Group SA "2018" - Todos os direitos reservados.

Este documento, em seu conteúdo e forma, é de propriedade do Naval Group SA e/ou de terceiros. Qualquer utilização, reprodução, modificação, tradução, comunicação ou representação integral ou parcial do presente documento que não previamente autorizada por escrito pelo Naval Group SA é formalmente proibida. Tal utilização, reprodução, modificação, tradução, comunicação ou representação total ou parcial não autorizada, por qualquer meio que seja, constituirá uma falsificação sancionada pela lei tanto no plano civil como penal e é, de uma maneira geral, uma violação aos direitos do Naval Group SA.

ÍNDICE

ÍNDICE	2
PREÂMBULO	3
1. Princípios Gerais	4
1.1 Governança.....	4
1.2. Prevenção dos conflitos de interesse.....	4
1.3. Respeito à concorrência	5
1.4 Combate à contrafação.....	5
1.5. Proteção da informação	5
2. Princípios em matéria de ética e de RSE	6
2.1. Direitos Humanos e âmbito social.....	6
2.2. Prevenção da corrupção.....	8
2.3. Proteção Ambiental	9
3. Implementação do Código de Conduta dos Fornecedores	10
3.1 Valor contratual e perímetro	10
3.2 Comprometimento dos fornecedores	10
3.3 Aferição do desempenho RSE - Consequências em caso de descumprimento do Código de Conduta dos Fornecedores	11
3.4 Auditorias.....	12
4. Difusão da política ética e da RSE do Naval Group	13
4.1. Promoção dos valores éticos e da RSE.....	13
4.2. Direito de alerta	13

PREÂMBULO

O Naval Group é líder mundial na esfera naval de defesa e inovador em matéria de energias renováveis. Empresa de alta tecnologia, o Naval Group atende às necessidades de seus clientes graças ao seu excepcional e amplo know-how, aos seus meios e recursos industriais exclusivos e ao seu posicionamento pioneiro em matéria **de ética comercial**.

Verdadeira ferramenta de competitividade, este posicionamento engloba a elaboração e a integração, na estratégia de desenvolvimento do Naval Group, de uma **política de Responsabilidade Social Corporativa (RSE)** que reflete e promove os seus valores nas esferas das liberdades fundamentais, dos direitos humanos, do meio ambiente, da saúde e segurança do trabalho. Adicionalmente, essa ferramenta inclui a implementação **de um dispositivo de Compliance** na totalidade do Grupo, destinado a fortalecer o compromisso da empresa em matéria de **luta contra a corrupção** e o tráfico de influência.

Essa política e este dispositivo estão inseridos no respeito da norma **ISO 26 000**, dos dez princípios do Pacto Mundial das Nações Unidas, ao qual o Grupo aderiu desde 2014 em nível advanced, além de estarem essa política e este dispositivo em harmonia com as linhas mestras originadas na convenção das Nações Unidas Contra a Corrupção. Eles encontram igualmente inspiração no respeito do Direito Francês, notadamente na Lei Sapin II e na Lei sobre o dever de vigilância das empresas matrizes e contratantes.

O Naval Group inscreveu os princípios-chave do seu compromisso em matéria de ética e de RSE em um referencial interno, estruturado com base em um **Código de Ética e em um Código de Conduta para Compliance**, colocados à disposição da totalidade dos colaboradores e partes envolvidas. O Naval Group conduz um **plano de vigilância** baseado em um mapeamento dos riscos e contendo as medidas de vigilância razoáveis, destinadas a prevenir os danos graves à Ética e à RSE, resultante das atividades do Grupo e daquelas das empresas por ele terceirizadas, dos prestadores de serviço ou fornecedores [doravante, coletiva ou individualmente, designados como "Fornecedor(es)"].

O presente **Código de Conduta dos Fornecedores** define as normas mínimas que o Naval Group solicita aos seus fornecedores para adotarem e fazerem com que sejam respeitadas no âmbito das respectivas atividades comerciais. A participação, plena e integral, dos fornecedores neste plano deve possibilitar garantir ao Naval Group e aos seus clientes a entrega de produtos e/ou a

prestação de serviços em conformidade com os compromissos contratuais e relativamente a essas normas, notadamente em matéria de RSE.

1. Princípios Gerais

Os fornecedores comprometem-se a conduzir as atividades levadas a cabo em prol do Naval Group e dos seus clientes em conformidade com o presente Código e mediante estrito respeito das Leis e outras regras de Direito aplicáveis nos países em que atuam. A exemplo do Naval Group, por outra parte, os fornecedores obrigam-se a respeitarem as **normas e referenciais do Direito Internacional**, notadamente aqueles que emanem da Organização das Nações Unidas (ONU) (dentre os quais a Convenção das Nações Unidas Contra a Corrupção), da Organização Internacional do Trabalho (OIT) e da Organização para a Cooperação e o Desenvolvimento Econômico (OCDE).

Os fornecedores desenvolvem e colocam em prática um processo de RSE baseado nas linhas mestras do Naval Group, enunciadas a seguir.

1.1 Governança

Os fornecedores aderem ao princípio de uma governança baseada na **transparência vis-à-vis das partes com eles envolvidas** e na prevenção dos riscos, em coerência com o setor de atividade próprio a eles; neste aspecto, eles se comunicam claramente com as partes com envolvidas, fornecendo-lhes informações sinceras acerca dos respectivos objetivos estratégicos, da sua situação financeira e dos seus sistemas de management social e ambiental.

Os fornecedores comprometem-se notadamente manter uma contabilidade exaustiva e confiável, proibindo-se de procederem a transações “não registradas em livros contábeis” ou embolsarem ou desembolsarem valores monetários não inscritos em livro-caixa ad hoc.

1.2. Prevenção dos conflitos de interesse

Os fornecedores previnem e evitam toda e qualquer situação geradora de conflitos de interesse. Essas situações surgem especialmente quando os interesses privados de um empregado ou de um representante do fornecedor

(ou de pessoa próxima deste empregado ou representante) interferirem nos interesses do Naval Group.

Os fornecedores obrigam-se a informar todas as partes afetadas em caso de conflito de interesses real ou potencial. Aqui estão incluídos quaisquer conflitos entre os interesses do Naval Group e aqueles de membros do quadro de pessoal ou aqueles de pessoas próximas, amigos ou sócios.

1.3. Respeito à concorrência

Nos países em que intervenham, os fornecedores mantêm uma conduta respeitosa das Leis e Textos Regulamentares em vigor no que tange à livre e justa concorrência, em particular:

- os fornecedores não estão autorizados a entrarem em acordo sobre os preços ou a manipularem as propostas com os respectivos concorrentes;
- eles não estão autorizados a trocarem informações atuais, recentes ou futuras referentes aos preços com os respectivos concorrentes;
- de modo mais geral, eles devem se abster de participar de todo entendimento nesta esfera.

1.4 Combate à contrafação

Os fornecedores devem estabelecer e implementar um processo visando evitar e detectar as contrafações, atenuar os respectivos efeitos e descartar os materiais falsificados.

Eles contribuem, caso pertinente, no processo de luta contra as contrafações implementado pelo Naval Group.

1.5. Proteção da informação

Os fornecedores devem imperativamente assegurar o processamento e o tratamento adequado das informações sensíveis, incluindo-se aqui as **informações confidenciais, os dados pessoais e os dados cobertos pelo direito de propriedade intelectual.** As informações não podem ser divulgadas a

terceiros ou utilizadas para fins (publicidade, etc.) distintos dos fins comerciais para as quais elas forem fornecidas, salvo autorização expressa do proprietário da informação ou estipulação contratual autorizando-os expressamente a fazê-lo.

2. Princípios em matéria de ética e de RSE

2.1. Direitos Humanos e âmbito social

Os fornecedores devem respeitar os padrões legais locais que lhes forem respectivamente aplicáveis no âmbito trabalhista e das relações profissionais, comprometendo-se adicionalmente a respeitarem os padrões internacionais no referido âmbito, mais especificamente:

- as linhas mestras da OCDE dirigidos às empresas multinacionais;
- os princípios incluídos na Declaração Universal dos Direitos Humanos, na Declaração sobre a Eliminação da Discriminação contra a Mulher e a Declaração sobre os Direitos da Criança, emanadas da ONU,
- os princípios incluídos nas oito Convenções Fundamentais da OIT, a saber:
 - a Convenção nº87, relativa à liberdade sindical e à proteção do direito sindical, e aquela de nº98, relativa ao direito de organização e de negociação coletiva,
 - as Convenções nº29 e nº105 interditam o uso do trabalho forçado,
 - a Convenção nº100, relativa à igualdade de remuneração, e aquela de nº111, relativa à discriminação em matéria de emprego e de profissão,
 - as Convenções nº 138 e nº182 referentes ao trabalho infantil e à idade mínima para o trabalho.

Em particular, os fornecedores:

- proibem-se de empregar crianças;

- proíbem-se de empregar quem quer que seja de modo ilegal, notadamente, um estrangeiro desprovido dos títulos e autorizações requeridos pelo Direito local (e, para um cidadão da União Europeia, pelo direito da Comunidade Europeia);
- deverão pagar um **salário minimamente regular** e pagar as horas extras de acordo com o valor legalmente estabelecido no país de origem da fabricação ou da prestação, fazendo com que os trabalhadores desfrutem das vantagens e benefícios legais em vigor. No país de origem, caso não exista mínimo legal em termos de salário e de horas extras, o fornecedor fará com **que o salário seja ao menos igual à média mínima do setor industrial em questão** e que as horas extras sejam ao menos iguais ao índice usual de remuneração por hora. Nenhuma retenção de salário deverá ser efetuada por razões disciplinares;
- conformam-se aos limites impostos pelas Leis do país de fabricação/prestação em matéria de horas de trabalho e de horas extras. Nossos fornecedores **não deverão impor horas extras excessivas**. O número total de horas de trabalho por semana não deverá exceder 60 horas, incluindo-se todas as horas extras, e ao menos um dia de repouso por período de sete dias ou, em ambos os casos, o máximo fixado pelas Leis em vigor no país;
- no âmbito da regulamentação aplicável, respeitam e reconhecem o direito de cada empregado negociar coletivamente, criar ou participar de uma **organização sindical** da sua escolha, sem sofrer penalidade;
- asseguram-se da equidade no tratamento dos seus empregados, banindo toda e qualquer discriminação por motivo de origem, cor, costumes, sexo, idade, opiniões políticas ou religiosas, filiação sindical ou deficiência física; a consideração da nacionalidade das pessoas deve ser limitada às exceções previstas pelas legislações nacionais aplicáveis, em particular, aquelas relativas à proteção dos interesses nacionais;
- comprometem-se a promover a igualdade e a diversidade de todos os assalariados;

- dedicam-se para prover um ambiente de trabalho que favoreça a **empregabilidade das pessoas portadoras de necessidades especiais e com problemas de saúde** (em função da legislação local aplicável);
- protegem a **saúde e a segurança** dos respectivos empregados nos locais de trabalho, tomando todas as medidas razoáveis capazes de assegurar a integridade física dos empregados, de prevenir os acidentes de trabalho e as doenças profissionais, especialmente:
 - garantido a promoção de um sistema de management da saúde e da segurança do trabalho que permita avaliar e prevenir os riscos associados às suas atividades, bem como a sensibilização nesta esfera,
 - capacitando os seus colaboradores e os seus próprios fornecedores no que diz respeito a estes riscos,
 - responsáveis pelo fornecimento de Equipamentos de Proteção Pessoal (EPIs) apropriados;
- comprometem-se a se conformar às boas práticas locais e a promoverem um processo de progressos em matéria de cobertura social e de diálogo/entendimento;
- banem todo e qualquer comportamento ou quaisquer ações desumanas perante os respectivos empregados, tais como a violência verbal ou física, as ameaças, as agressões corporais, o assédio moral ou sexual.

2.2. Prevenção da corrupção

A prática de um comércio leal e respeitoso das legislações e das práticas em vigor, incluindo-se a **prevenção dos atos de corrupção**, é um imperativo permanente para o Naval Group. Desde logo, o Naval Group espera dos seus fornecedores que eles respeitem de modo rigoroso as obrigações editadas pelos textos nacionais e internacionais aplicáveis em matéria de **repressão dos atos de corrupção e a lavagem de dinheiro**, comprometendo-se notadamente a alocar os recursos e meios necessários à prevenção de toda forma de corrupção ou tráfico de influência.

Quando estiverem em tratativas com órgãos/entidades públicos ou privados (incluindo-se os empregados e representantes destes últimos), os fornecedores

comprometem-se a **não oferecer, prometer, dar ou solicitar, direta ou indiretamente, vantagens de qualquer natureza** ou pagamentos em dinheiro com o objetivo de fechar contrato ou tirar qualquer proveito ou vantagem indevidos.

A troca de gestos comerciais não deve servir para a obtenção de vantagem concorrencial desleal. Os fornecedores obrigam-se a se assegurarem, em todas as respectivas relações comerciais, **que os presentes ou gestos comerciais oferecidos ou recebidos estejam autorizados por Lei e pelas regulamentações**, não infringindo tais atos as regras e princípios da organização beneficiária e correspondendo às práticas e hábitos admitidos no mercado.

Os fornecedores obrigam-se a exercer diligência razoável no intuito de prevenir e detectar a corrupção em todos os acordos comerciais.

2.3. Proteção Ambiental

Os fornecedores tomam **medidas apropriadas e tangíveis** para avaliar, evitar, limitar e atenuar os riscos e impactos ambientais negativos associados às suas atividades, em particular:

- assegurando-se que as respectivas operações sejam conduzidas no estrito respeito da legislação e da regulamentação ambientais em vigor nos países em que atuem; neste aspecto, eles devem obter e manter em dia todas as licenças ambientais necessárias ao exercício das suas atividades;
- **reduzem, na medida do possível, o consumo de energia e de recursos naturais**, gerando o menor volume de resíduos possível, controlando as respectivas emissões de efluentes e de todas outras formas de poluição;
- previnem e atenuam os riscos que a respectiva atividade possa ter para a saúde pública (materiais perigosos, radiações, etc.);
- asseguram-se que os produtos e/ou serviços que eles forneçam/prestem não contenham nenhuma substância ou preparado perigosos para os seres humanos e/ou para o meio ambiente e proibidos pela legislação e/ou pela regulamentação aplicável nos países em que atuem e onde o Naval Group utilize tais produtos e/ou serviços;

- garantem a promoção de um sistema de management ambiental que possibilite, especialmente, avaliar e prevenir os riscos associados às respectivas atividades e sensibilizar os seus colaboradores e os seus próprios fornecedores;

3. Implementação do Código de Conduta dos Fornecedores

3.1 Valor contratual e perímetro

A adesão do fornecedor ao presente Código de Conduta dos Fornecedores é condição indispensável para que ele conste no catálogo de fornecedores do Naval Group ou assine um contrato de compra com o Naval Group SA ou com uma das empresas controladas pelo Grupo (a saber, aquelas empresas cujo Capital Social e/ou os direitos de voto sejam em mais de 50% detidos, direta ou indiretamente, pelo Naval Group SA).

Ao assinar ou aceitando uma encomenda regida pelas **Condições Gerais de Compra do Naval Group** ou um contrato de compra com o Naval Group que façam referência ao presente Código de Conduta dos Fornecedores, o representante legal do fornecedor compromete-se para que todas as suas atividades e trabalhos realizados, a título da encomenda ou do contrato de compra em proveito do Naval Group, respeitem estritamente as disposições contidas no presente Código.

Portanto, o Código de Conduta dos Fornecedores é parte integrante dos documentos contratuais aplicáveis à encomenda ou ao contrato de compra.

As normas estabelecidas neste Código são acrescentadas às estipulações das encomendas e contratos de compras firmados entre um fornecedor e o Naval Group, não sendo passíveis de substituição.

3.2 Comprometimento dos fornecedores

Os fornecedores obrigam-se a cumprir, no mínimo, as Leis e outras regras de Direito aplicáveis em seus respectivos países. Se os princípios estabelecidos pelo

código de conduta forem mais exigentes que as regras de Direito aplicáveis no país de um fornecedor, estes princípios prevalecerão, todavia, ressalvando-se que eles sejam compatíveis com as disposições legais de ordem pública aplicáveis no referido país.

3.3 Aferição do desempenho RSE - Consequências em caso de descumprimento do Código de Conduta dos Fornecedores

O Naval Group espera dos seus fornecedores **que eles sejam transparentes** quanto à sua conformidade perante este Código. No âmbito do seu processo de avaliação e de seleção de fornecedores, o Naval Group mede o desempenho global destes últimos em matéria de RSE e efetua do Due Diligences associadas à luta contra a corrupção e o tráfico de influência. Os fornecedores obrigam-se a responder a todo e qualquer questionário sobre RSE ou anticorrupção encaminhado pelo Naval Group ou por um mandatário do Grupo neste âmbito, durante toda a duração das relações comerciais entre o Naval Group e o fornecedor em questão¹.

Por outra parte, os fornecedores comprometem-se a levar espontaneamente ao conhecimento do Naval Group todo e qualquer evento que comprometa a exatidão das informações por ele comunicadas por ocasião do processo de avaliação e de seleção e/ou das eventuais auditorias efetuadas pelo Naval Group.

Caso ocorra que um fornecedor não esteja em condições de respeitar plenamente certas obrigações do presente Código, este fornecedor e o Naval Group poderão entrar em acordo, em função das dificuldades constatadas, e implementar um plano de progressão a ser colocado em prática pelo fornecedor em prazos acordados, com o objetivo da preservação de uma relação eficaz e duradoura entre este fornecedor e o Naval Group.

Além disso, em caso de descumprimento grave que não possibilite de firmar um plano de progressão, a capacidade do fornecedor em constar no catálogo de fornecedores do Naval Group poderá ser questionada por este último.

¹ O processamento e tratamento dos dados coletados nesta ocasião ocorrerá com o devido respeito da Lei Francesa "Informática e Liberdades", datada de 6 de janeiro de 1978 e alterada, bem como no que tange ao Regulamento Europeu nº2016/679/UE, datado de 27 de abril de 2016 (aplicável desde 25 de maio de 2018), as respectivas disposições poderão dar lugar ao exercício dos direitos de oposição, de acesso e de retificação, mediante acesso ao seguinte endereço privacy@naval-group.com.

O Naval Group se reserva então o direito de rescindir os acordos, as encomendas e os contratos de compras assinados com este fornecedor, sem prejuízo de perdas e danos passíveis de serem alegados pelo Naval Group.

3.4 Auditorias

O Naval Group se reserva o direito de auditar os seus fornecedores, no intuito de se assegurar que eles respeitem e coloquem em prática os princípios do Código de Conduta dos Fornecedores.

Os fornecedores comprometem-se a cooperar com vistas à realização das auditorias, as quais serão conduzidas, de acordo com condições a serem acordadas, quer seja pelo Naval Group ou por auditores externos com mandato outorgado pelo Naval Group. Contudo, caso o fornecedor já recorra regularmente a um organismo de auditoria independente e com boa reputação internacional na esfera da RSE, o Naval Group poderá levar em conta o resultado das auditorias assim realizadas, ressalvando-se que os relatórios de auditoria correlatos estejam acessíveis para consulta pelo Naval Group e que o referido organismo seja homologado pelo Naval Group.

Os fornecedores deverão manter um arquivo capaz de provar o respeito deste Código, colocando à disposição dos representantes do Naval Group registros completos, autênticos e detalhados.

4. Difusão da política ética e da RSE do Naval Group

4.1. Promoção dos valores éticos e da RSE

O Naval Group espera dos seus fornecedores que eles implementem os desdobramentos deste compromisso paulatinamente, esforçando-se para promover, em suas respectivas esferas de influência, comportamentos que estejam em conformidade com o presente Código.

Em particular, a difusão destes princípios em meio aos membros do seu quadro de pessoal, os cursos de formação e a aplicação de uma diligência razoável cabem ao fornecedor: O Naval Group espera por parte dos seus fornecedores a colocação em prática de programas eficazes que estimulem os seus empregados e aqueles das respectivas filiais a fazerem escolhas fundadas na ética e nos valores no âmbito das suas relações comerciais - indo além da conformidade perante as Leis, regulamentações e obrigações contratuais. Os fornecedores são assim convidados a **elaborarem o seu próprio Código de Conduta para Compliance, assim como o respectivo Código de Ética e RSE**, para transmitir os seus princípios às respectivas filiais e às empresas que lhes forneçam bens ou lhes prestem serviços.

Os fornecedores do Naval Group comprometem-se igualmente a empreenderem os seus melhores esforços para promover e aplicar os princípios deste código junto aos seus próprios fornecedores, convencendo-os a colocarem em prática estes princípios.

4.2. Direito de alerta

O Naval Group disponibiliza aos seus fornecedores uma **linha de alerta segura** que lhes permite transmitir, a um órgão interno e independente, toda questão ou qualquer sinalização relativas à ética comercial e à Compliance, constatados no âmbito da relação comercial com o Naval Group:

ethics@naval-group.com

Informações complementares estão disponíveis no website do Grupo.

Em caso de não conformidade constatada com um dos princípios supracitados, os fornecedores obrigam-se a informar o Naval Group a respeito. Para tanto, eles podem se endereçar à pessoa com a qual eles estiverem em contato no Naval Group ou utilizarem a referida linha de alerta.

Os fornecedores obrigam-se igualmente a prover aos respectivos empregados os meios e recursos para lançar luz sobre questões ou problemas éticos, jurídicos ou de Compliance, sem qualquer temor de represália. Eles se obrigam igualmente a tomar as medidas necessárias visando prevenir, detectar e corrigir todas medidas de retaliação.